

Article : **Le réveil des endormis.**
Auteur : **Général (2s) François TORRES.**
Date : **Juillet 2016.**
Diffusé par : **ASAF (www.asafrance.fr).**

Le réveil des endormis.

Les coups de menton martiaux du Président chef des armées qui déclare la guerre sans la faire, qui installe l'état d'urgence et continue comme si de rien n'était pour montrer que la France des fêtes et des réjouissances est un exemple planétaire, ne fonctionnent plus très bien. Hier Manuel Valls a été hué à Nice. Certes les sifflets n'étaient que ceux de quelques dizaines de citoyens révoltés et choqués. Mais, dans un moment pareil qui devait être tout de recueillement et de silence, le symbole est préoccupant.

Si la presse évoque les sifflets à Manuel Valls, elle parle assez peu des invectives contre François Hollande. Il est vrai que, depuis 2013, les insultes au président de la République ne sont plus un délit puni par la loi. C'est moderne. Mais c'est ennuyeux quand il s'agit d'un des fondements de l'édifice qui nous abrite. Il me semble que le politiquement correct des médias français qui s'ajoute à l'incompétence du pouvoir révèle un engourdissement dangereux et une perte de sens inquiétants.

*

Gouverner un pays ce n'est pas débattre à Sciences Po ou chercher le plus petit diviseur commun de la gauche ; ce n'est pas tenter de faire un compromis entre le syndicat de la magistrature et un appareil judiciaire indépendant neutre et efficace ; ce n'est pas, au nom d'une tolérance coupable, laisser un ministre jeter, en pleine crise, des fumigènes sur l'action gouvernementale, ou sous prétexte de « dialogue social », faire mine de comprendre que la CGT a des raisons de jouer à la révolution et laisser les casseurs détruire les vitrines sur le passage des manifs ; enfin ce n'est pas croire qu'on peut concilier, juste par des mots et des postures, les contraires de la sécurité des Français et de l'état de guerre et celui de l'insouciance des trente glorieuses qui conduisirent à l'irresponsable saccage des budgets de la défense de la justice et de leurs effectifs.

Gouverner un pays c'est un peu plus compliqué que ça. Il faut du souffle, de l'autorité, un recul, une vision, le courage d'agir et surtout celui de déplaire. L'action de gouverneur est, par essence, une « conservation » et une « protection » des piliers qui nous protègent et nous font vivre.

Sauf à prendre des risques existentiels, elle ne saurait être une « expérience » de déconstruction au nom d'une minorité qui se dit moderne. Et il est indécent que certains l'enveloppe du mépris de ceux qui ont la sagesse de ne pas croire aux chimères d'un monde idéal d'amour et de compassion généralisée, sans ennemi, avec comme seule perspective, la lutte pour les avantages sociaux, moins de travail et plus de loisirs, sur fond romantique et lunaire de « démocratie horizontale ».

Ce qui, une fois de plus, interroge sur le mode d'élection français à la magistrature suprême et plus largement d'ailleurs sur les affres de la démocratie, « *le plus mauvais des systèmes politiques à l'exception de tous les autres* ». Sauf, que du temps de Churchill, le vieux lion savait comment en limiter les brouillages et les dérives perverses fabriquées par l'opinion, la presse et les médias. Aujourd'hui, au nom de la modernité, des réseaux sociaux, d'internet, les

pouvoirs flottent désemparés dans l'apparence narcissique de Facebook à l'écoute des épuisantes petites phrases qui leur servent de projet politique.

Certains, séduits par la démocratie dite « directe », ne voient pas qu'il s'agit là d'une supercherie démagogique véhiculant, non pas un choix politique et des principes d'action, mais des « états d'âme » fragiles et changeants que l'État doit certes savoir écouter, sans pour autant les assimiler à un « Diktat » du « peuple » érigé en nouveau monarque absolu.

*

Enfin, n'ayons pas la naïveté de croire qu'une alternance pourrait sortir le pays de l'ornière dans laquelle il s'est embourbé depuis des lustres par l'effet de longues démagogies remontant à Giscard. Ce grand énarque polytechnicien, expression de la « nouvelle noblesse républicaine » nostalgique de l'élitisme monarchique, pourtant courageux combattant de l'armée De Lattre à 18 ans, donna le premier coup de pelle creusant le trou des déficits qui, aujourd'hui, nous mettent sous la coupe des marchés et réduisent drastiquement la marge de manœuvre du pouvoir. Par l'illusion narcissique que ce geste vertueux le ferait aimer du peuple et de la postérité, il engagea le « regroupement familial » dont nous mesurons aujourd'hui les effets retards à forte capacité déflagrante.

*

Si on hausse la réflexion aux étages socio-économiques et politiques que voit-on ?

Essentiellement une France qui, au milieu de graves menaces existentielles, mais rêvant parfois aux 30 glorieuses, comme si de rien n'était – ne blâmons pas les Français, puisque le pouvoir tente de leur faire croire que rien ne change -, peine à abandonner le mythe à la fois proto-communiste et colbertiste de l'état protecteur et porteur de toutes les solutions à tous les défis, qu'ils soient économiques, sociaux ou de sécurité. A observer les tranches violentes qui viennent de se jouer dans les rues de Paris à l'occasion de la Loi Travail – mais cessèrent aux vacances d'été, ce qui fait douter de leur sérieux – on se demande comment un pouvoir de droite pourrait procéder aux bascules budgétaires – du social vers le régalien – nécessaires au redressement des efforts de défense et de sécurité.

Dans notre beau et Vieux Pays, à côté de l'arrière plan monarchique d'une oligarchie des « grands commis de l'État » nostalgique des titres nobiliaires qui partage les responsabilités et se croise dans l'endogamie du sommet de l'État, subsiste une tendance proto-révolutionnaire dont les dernières manifestations plus que dérangeantes ont mis le pays sous tension au cours des controverses sur la loi travail. Comme dit Marcel Gauchet (*Comprendre le malheur français - Stock 2016 -*), la coexistence de ces deux extrêmes complique le jeu politique français jouant sans cesse le drame révolutionnaire, les anarchistes casseurs - c'est moi qui rajoute - ayant cependant en poche la carte vitale et pas mal de filets sociaux protecteurs, à commencer par les subsides versés par nos impôts à la CGT, échappée de *Jurassic Park*.

Cette évocation sociale aux développements psychotiques et malsains trace les limites et les difficultés auxquelles sont confrontés les pouvoirs politiques français, résultat de longues années de laisser aller budgétaire, les facilités sociales accordées au fil des mandats présidentiels ayant été le prix à payer de la paix politique interne. L'immensité des défis qui guettent les candidats à la fonction présidentielle dont nous militaires et quelques autres attendons que, contre la rue, ils réduisent les dépenses sociales pour rétablir les budgets régaliens est inscrite dans quelques chiffres macroéconomiques révélés par la banque mondiale et le FMI.

Avec 1% de la population mondiale, le Vieux Pays produit 4% du PIB de la planète, pourcentage flatteur et assez stable depuis les années 50. Mais quand, globalement, les dépenses sociales dans le monde représentent 9% du PIB (4 500 milliards d'€), l'exception française caracole en tête à égalité avec le Danemark (chiffres 2011) avec 670 milliards d'€, soit 15% des 4 500 milliards de dépenses sociales mondiales (retraites, assurance chômage, assurances accidents du travail, prestations familiales, assurances santé etc.).

Au bilan de quoi s'agit-il : 1% de la population mondiale consomme et finance 15% de la protection sociale des 7,3 milliards de terriens, tout en s'efforçant de rembourser 6% de la dette publique mondiale. Si comme l'ont fait les Echos et plusieurs économistes sérieux appliqués à mettre les chiffres en perspectives (http://www.lesechos.fr/13/10/2014/LesEchos/21791-044-ECH_la-france---15--des-depenses-sociales-mondiales.htm) on ramène le problème au niveau du PIB, on constate que ce sont 31% de la richesse nationale qui sont consacrés aux dépenses sociales.

S'imaginer que, dans ce contexte financier plus que tendu et déséquilibré, résultat de dizaines d'années de relâchements, il serait possible par exemple de ne pas toucher aux retraites et surtout de basculer rapidement d'importantes masses budgétaires vers les postes régaliens, tient presque de l'utopie. C'est pourquoi, considérant les dernières tranches sociales, je souhaite bonne chance aux Républicains qui affirment vouloir ramener le budget de la défense à 2% du PIB d'ici 2025. A moins, qu'à Dieu ne plaise, de nouvelles agressions barbares et abjectes sonnent le réveil des endormis.

François TORRES
Officier général (2S)